

Rénovation du parking PARC CENTRAL de la CCI des Ardennes à Charleville-Mézières

Consultation n°2021/CONSU/01 du 16 avril 2021

CCTP N°CCTP/21/01 du 16.04.2021 DESAMIANPAGE / COUVERTURE

MAITRE D'OUVRAGE



CCI Ardennes

18A, avenue Georges Corneau - CS 60044
08106 Charleville-Mézières Cedex
Tél : +33 3 24 56 62 37

MAITRE D'OEUVRE



ASCISTE INGENIERIE

160 rue Louis Victor de Broglie
51430 BEZANNES
Tél : 03.26.61.06.80

05/04/2021	1	Modification du document	A. IRZI
Date	Indice	Désignation	Rédacteur

SOMMAIRE

A.	PRESENTATION DU PROJET	3
A1	ETENDUE DES TRAVAUX.....	3
A2	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	3
A3	ORGANISATION DE CHANTIER	6
A4	PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	6
A5	GESTION DES DECHETS	6
A6	AUTOCONTRÔLE ENTREPRISE	6
B.	DESCRIPTION DES OUVRAGES	7
B2	PRESCRIPTION TECHNIQUES DE DEMOLITION.....	7
B3	DESCRIPTION DES TRAVAUX	8
POSTE 1.	VISITE DU SITE ET DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	8
POSTE 2.	TRAVAUX PRELIMINAIRES.....	8
POSTE 3.	PROTECTION DES EXISTANTS.....	8
POSTE 4.	PERIMETRE DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE.....	9
POSTE 5.	NATURE DES OUVRAGES AMIANTES.....	9
POSTE 6.	DEMOLITION.....	9
POSTE 7.	PROTECTIONS PROVISOIRES.....	9
POSTE 8.	MOYEN D'ACCES	9
POSTE 9.	SECURITE	10
POSTE 10.	COUVERTURE	10
POSTE 11.	ETANCHEITE PIED MUR LOCAL PRESSING	10
POSTE 12.	CASQUETTE COUR INTERIEURE PARKING	10
POSTE 13.	PROTECTIONS PROVISOIRES.....	11
POSTE 14.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	11

A. PRESENTATION DU PROJET

Le présent descriptif définit les travaux de désamiantage et de couverture nécessaires à la rénovation du parking PARC CENTRAL de la CCI des Ardennes à Charleville-Mézières (dpt 08).

A1 ETENDUE DES TRAVAUX

Les travaux consistent en :

- L'installation de chantier
- Le désamiantage de l'ensemble des matériaux amiantés du rapport du cabinet AGENDA
- L'évacuation en décharge spécialisée des déchets amiante
- La pose d'une couverture en bac acier sur la partie de toiture désamiantée
- Le remplacement de cheneaux
- La réalisation d'une étanchéité en bas de mur
- La mise en place d'une descente EP sur une casquette

A2 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Normes françaises homologuées

Le décret modifié du 26 janvier 1984 rend obligatoire l'application des normes françaises homologuées dans les marchés passés par l'état, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, sauf cas particuliers énumérés dans le décret.

DTU – cahiers des clauses techniques et règles de calcul

En application des dispositions du code des marchés publics, a été institué par décret, un cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux du bâtiment, constitué principalement par les cahiers des clauses techniques DTU et les règles de calcul DTU.

Remarques

En dehors des cas cités ci-dessus, tout autre texte (norme expérimentale, DTU, mémento) peut être applicable par la voie contractuelle.

Il est rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le code des assurances prévoit que "l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés ou les normes..." (article A.243.1).

Conformité aux normes et règlements

D'une façon générale, les matériaux employés, le calcul et l'exécution, les conditions de réception seront conformes aux règlements officiels parus un mois avant la date de soumission et en particulier : les DTU, les avis techniques des procédés utilisés, les règlements professionnels, les normes françaises.

Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

Arrêté du 4 novembre 1993 modifié relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Les travaux seront exécutés suivant les prescriptions de la législation en vigueur, des décrets et arrêtés ministériels, des normes françaises éditées par l'A.F.N.O.R, et notamment (sauf avis contraire dans le présent CCTP) :

D'une façon générale, les matériaux employés, le calcul et l'exécution, les conditions de réception seront conformes aux règlements officiels parus un mois avant la date de soumission et en particulier : les DTU, les avis techniques des procédés utilisés, les règlements professionnels, les normes françaises.

- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

- Arrêté du 4 novembre 1993 modifié relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.
- NF DTU 25.41 – ouvrages en plaques de plâtre – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF DTU 25.41 P1-1 (février 2008). Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – norme homologuée NF DTU 25.41 P1-2 (février 2008). Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales – norme homologuée NF DTU 25.41 P2 (février 2008).
- DTU 25.42 – ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs – plaques de parement en plâtre-isolant – préambule (décembre 1989). Partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P72-204-1 (mai 1993). Amendement A1 au CCT – norme homologuée NF P72-204-1/A1 (février 2003). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P72-204-2 (mai 1993). Amendement A1 au CCS – norme homologuée NF P72-204-2/A1 (février 2003). Partie 3 : mémento – fascicule de documentation FD P72-204-3 (février 2003).
- DTU 31.1 – charpente et escaliers en bois – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P21-203-1 (mai 1993). Amendement A1 au CCT – norme homologuée NF P21-203-1/A1 (février 1998). Amendement A2 au CCT – norme homologuée NF P 21-203-1/A2 (août 2002). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P21-203-2 (mai 1993). Amendement A1 au CCS – norme homologuée NF P21-203-2/A1 (août 2002).
- DTU 34.1 – ouvrages de fermeture pour baies libres – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P25-201-1 (mai 1993). Amendement A1 au CCT – norme homologuée NF P25-201-1/A1 (juin 1994). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P25-201-2 (mai 1993).
- DTU 34.2 – choix des fermetures pour baies équipées de fenêtres en fonction de leur exposition au vent – mémento pour les maîtres d'œuvre – fascicule de documentation FD P25-202 (septembre 2004).
- DTU 35.1 – cloisons amovibles et démontables - partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P24-802-1 (octobre 2001). Amendement A1 au CCT – norme homologuée NF P23-802-1/A1 (octobre 2001). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P24-802-2 (septembre 2003).
- DTU 36.1 / 37.1 – choix des fenêtres et des portes extérieures en fonction de leur exposition – mémento pour les maîtres d'œuvre – fascicule de documentation FD P20-201 (décembre 2001).
- Annexe commune aux DTU 36.1 / 37.1 – caractéristiques dimensionnelles des baies dans le gros-œuvre destinées à recevoir des menuiseries (février 1985). Erratum (juin 1985).
- NF DTU 36.5 – mise en œuvre des fenêtres et portes extérieures – partie 1-1 : cahier des clauses techniques types – norme homologuée NF DTU 36.5 P1-1 (avril 2010). Partie 1-2 - critères généraux de choix des matériaux (CGM) – norme homologuée NF DTU 36.5 P1-2 (avril 2010). Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types – norme homologuée NF DTU 36.5 P2 (avril 2010).
- NF DTU 39 - travaux de vitrerie – miroiterie – partie 1-1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF DTU 39 P1-1 (indice de classement : P78-201-1-1) (octobre 2006). Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – norme homologuée NF DTU 39 P1-2 (indice de classement P78-201-1-2) (octobre 2006). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF DTU 39 P2 (indice de classement P78-201-2) (octobre 2006). Partie 3 : mémento calculs des contraintes thermiques – norme homologuée NF DTU 39 P3 (indice de classement P78-201-3) (octobre 2006). Partie 4 : mémento calculs pour le dimensionnement des ouvrages – norme homologuée NF DTU 39 P4 (indice de classement P78-201-4) (octobre 2006). Partie 5 : mémento sécurité - fascicule de documentation FD DTU 39 P5 (indice de classement P78-201-5) (octobre 2006).
- DTU 44.1 - étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – partie 1 : cahier des clauses techniques - norme homologuée NF P85-210-1 (février 2002). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P85-210-2 (février 2002). Partie 3 : guide d'emploi – fascicule de documentation FD P85-210-3 (février 2002).
- DTU 51.3 – planchers en bois ou en panneaux dérivés du bois – partie 1-1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P63-203-1-1 (novembre 2004). Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – norme homologuée NF P63-203-1-2 (novembre 2004). Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales – norme homologuée NF P63-203-2 (novembre 2004).

- Règles BF 88 – méthode de justification par le calcul de la résistance au feu des structures en bois – document technique unifié DTU P92-703 (janv.-fév. 1998).
- Règles N84 – actions de la neige sur les constructions – document technique unifié DTU P06-006 (février 2009).
- Règles NV65 – règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes – document technique unifié DTU P06-002 (février 2009).
- Réglementation thermique 2005 (règles de calcul non DTU).
- Méthode de calcul - règles Th-CE.
- Règles d'application Th-bât : Th-I, Th-s, Th-U (composées de fascicule : coefficient U bât, matériaux, parois vitrées, parois opaques, ponts thermiques).
- DTU 25.31 – ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit plâtre – exécution des cloisons en carreaux de plâtre – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P72-202-1 (avril 1994). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P72-202-2 (avril 1994). Partie 3 : mémento – fascicule de documentation P72-202-3 (juillet 1994).
- NF DTU 25.41 – ouvrages en plaques de plâtre – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF DTU 25.41 P1-1 (février 2008). Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – norme homologuée NF DTU 25.41 P1-2 (février 2008). Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales – norme homologuée NF DTU 25.41 P2 (février 2008).
- Règles N84 – actions de la neige sur les constructions – document technique unifié DTU P06-006 (février 2009).
- Règles NV65 – règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes – document technique unifié DTU P06-002 (février 2009).
- Réglementation thermique 2005 (règles de calcul non DTU).
- Méthode de calcul - règles Th-CE.
- Règles d'application Th-bât : Th-I, Th-S, Th-U (composées de fascicule : coefficient U bât, matériaux, parois vitrées, parois opaques, ponts thermiques).
- DTU 34.1 – ouvrages de fermeture pour baies libres – partie 1 : cahier des clauses techniques – norme homologuée NF P25-201-1 (mai 1993). Amendement A1 au CCT – norme homologuée NF P25-201-1/A1 (juin 1994). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P25-201-2 (mai 1993).
- DTU 36.1 / 37.1 – choix des fenêtres et des portes extérieures en fonction de leur exposition – mémento pour les maîtres d'œuvre – fascicule de documentation FD P20-201 (décembre 2001).
- Annexe commune aux DTU 36.1 / 37.1 – caractéristiques dimensionnelles des baies dans le gros-œuvre destinées à recevoir des menuiseries (février 1985). Erratum (juin 1985).
- DTU 44.1 - étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – partie 1 : cahier des clauses techniques - norme homologuée NF P85-210-1 (février 2002). Partie 2 : cahier des clauses spéciales – norme homologuée NF P85-210-2 (février 2002). Partie 3 : guide d'emploi – fascicule de documentation FD P85-210-3 (février 2002).
- NF P 74-204 et 205 - DTU 59.4 - Mise en œuvre des papiers peints et revêtement muraux selon les normes françaises homologuée NF et plus particulièrement :
- NF HD 1000 - Echafaudages de service en éléments préfabriqués, matériaux: dimensions, charges de calcul et exigences
- NF P 93.501 - Equipements de chantier, échafaudage de service à éléments préfabriqués: méthode d'essais
- NF P 93.502 - Echafaudages de service à éléments préfabriqués, exploitation des résultats, procédure de calculs
- NF EN 795 - Protection contre les chutes de hauteur, dispositif d'ancrage

A3 ORGANISATION DE CHANTIER

L'entrepreneur devra présenter un plan d'organisation du chantier, pour approbation au Maître d'œuvre. Les lieux appelés à servir de dépôts pour les matériaux, l'emplacement des baraques de chantier et du matériel, seront déterminés en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage

A4 PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER

Dans les 5 jours qui suivront la notification de la conclusion de son marché, l'entreprise devra soumettre à l'acceptation du maître d'œuvre, un planning des tâches et la durée des travaux pour la partie désamiantage et couverture.

Sur ce plan devra figurer tous les matériels nécessaires à la réalisation du chantier, ainsi que les aires de stockage.

A5 GESTION DES DECHETS

Dans le cadre de ce marché il est demandé **au titulaire du marché de prendre entièrement en charge la gestion de ses propres déchets** de construction et de les acheminer en centre de tri approprié.

Si le Maître d'œuvre constate que des déchets s'accumulent malgré des relances, il pourra demander à un prestataire extérieur au chantier de faire venir une benne, de la remplir et de l'évacuer aux frais du titulaire.

A6 AUTOCONTRÔLE ENTREPRISE

L'entreprise définira la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre sur le chantier.

Le contrôle auquel l'entreprise est assujettie doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux DTU, règles de l'art, etc.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

B. DESCRIPTION DES OUVRAGES

B2 PRESCRIPTION TECHNIQUES DE DEMOLITION

Méthodes de démolition

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la Réglementation et des instructions qui lui seront données par les Services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra être assuré dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public,
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties,
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité,
- et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc. ainsi que tous étalements, étré sillonnements, etc. qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaires, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

B3 DESCRIPTION DES TRAVAUX

POSTE 1. VISITE DU SITE ET DEROULEMENT DES TRAVAUX

Préalablement à la remise de son offre, chaque entreprise devra effectuer une visite du site lui permettant de prendre connaissance des travaux à réaliser et des contraintes existantes.

Les travaux se dérouleront en site non occupé sauf le pressing.

POSTE 2. TRAVAUX PRELIMINAIRES

1.1 HYGIENE ET SECURITE

Le titulaire du marché devra les prestations complètes d'hygiène et de sécurité concernant votre intervention et notamment pour les travaux de désamiantage et pendant la durée de celles-ci.

Pour ce qui est de la base vie, il sera mis à disposition du titulaire :

- Sanitaire existant muni d'un lavabo
- L'espace au R+1 pouvant servir de réfectoire, le titulaire devra les tables et les chaises.
- Point d'eau et d'électricité

COVID -19 : le titulaire devra prévoir dans son offre les frais liés conséquents ainsi que la désinfection de la base vie.

1.2 FRAIS D'ETUDE ET DE METHODES

Les méthodes de travaux sont établies sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur, sachant que l'optimisation de la mise en œuvre ne doit pas être faite au détriment de la sécurité et de la solidité.

Le Maître d'œuvre doit être informé de la méthodologie d'exécution de l'entreprise au travers de plans de montage, d'organisation, et de méthodes précises. Ces plans doivent être assortis de toutes les notes complémentaires nécessaires.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit respecter rigoureusement le cahier des charges technique de conception et également la forme architecturale des constructions définies sur les plans du projet.

Au titre de ce poste l'entreprise devra chiffrer les frais induits d'études et de méthodes et ceux quelques soit les demandes complémentaires de la maîtrise d'œuvre, du bureau de contrôle ou tout autres acteurs essentiels du projet.

POSTE 3. PROTECTION DES EXISTANTS

Mise en œuvre d'une protection « pluie » du local pressing lors des travaux de désamiantage et de remplacement de la couverture. Ce local reste en fonctionnement et contient des équipements électriques.

POSTE 4. PERIMETRE DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Les travaux de désamiantage concernent :

- L'établissement du plan de retrait et les avenants éventuels ;
- La dépose de l'ensemble des ouvrages amiantés ;
- Les moyens d'accès ;
- L'évacuation en décharge spécialisée ;
- Les constats visuels de fin de travaux ainsi que la métrologie ;
- Les protections provisoires ;
- Les autorisations administratives pour les voiries ;
- Le nettoyage final.
- Le DOE final

POSTE 5. NATURE DES OUVRAGES AMIANTES

L'ensemble des matériaux amiantés figurant au diagnostic amiante du cabinet AGENDA en date du 09/12/2020 et complément.

Les matériaux amiantés sont les suivants :

- La toiture fibrociment
- Conduit fibrociment
- Peintures murales au RDC
- Enduits muraux au RDC
- Joint de vitrage du châssis de l'entrée
- Dalles de sol au RDC
- Colle de plinthes au RDC
- Colle de faïence
- Dalles de sol au R+1

POSTE 6. DEMOLITION

Dépose des cheneaux et des descentes d'eau dans la zone où la couverture est amiantée : ces ouvrages ne sont pas amiantés mais permettront au couvreur d'apprécier au mieux la nature de son intervention ultérieure.

POSTE 7. PROTECTIONS PROVISOIRES

Le titulaire devra assurer le hors d'eau provisoire du local pressing : pendant les travaux de désamiantage et de couverture.

POSTE 8. MOYEN D'ACCES

A la charge du titulaire de mettre un échafaudage ou un moyen d'accès pour la réalisation de ces travaux.

POSTE 9. SECURITE

L'entrepreneur titulaire devra l'ensemble des dispositifs afin d'assurer la sécurité de son personnel (filets...).

POSTE 10. COUVERTURE

Après contrôle visuel de la charpente, pose d'une couverture en bac acier galvanisé avec revêtement anti-condensation d'épaisseur 1,25 mm de type Trapeza 3.333.39.T de chez ArcelorMittal ou équivalent. Inclus fixations avec cavaliers étanches et vis traversantes.

Pose de tôles profilées translucides en polycarbonate pour passage de la lumière naturelle. 2 bandes de 1,2 m sur la longueur de la couverture, à l'identique de l'existant.

Fourniture et pose de faîtières en tôles 1,25 mm, rives en solin en tôle prélaquée compris bande à solin de protection en tête de relevé.

Toutes sujétion de parfaite exécution.

POSTE 11. ETANCHEITE PIED MUR LOCAL PRESSING

Mise en œuvre d'une étanchéité en pied de mur du local pressing (côté stationnement) de type solin.

POSTE 12. CASQUETTE COUR INTERIEURE PARKING

Mise en place d'une descente d'EP sur casquette intérieure.

Le titulaire devra le carottage, la reprise de l'étanchéité, les descentes d'EP, les tranchées, les conduites jusqu'aux regards les plus proches et la remise en état du sol.

Une couvertine métallique sera également prévue sur le relevé béton.



POSTE 13. PROTECTIONS PROVISOIRES

Le titulaire devra assurer le hors d'eau provisoire du bâtiment entre le moment où le désamiantage sera terminé et le moment où la nouvelle couverture sera posée.

POSTE 14. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Un dossier complet comprenant les plans, fiches techniques, notes de calcul sera remis à l'achèvement des travaux.